



ARRETE MUNICIPAL n°2024-11 Portant interdiction du stationnement des gens du voyage en dehors d'une aire d'accueil

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu la loi n°2000-614 du 05/07/2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1, L2211-2,

Vu le code Pénal et notamment ses articles 322-4-1 et 322-15-1,

Vu le schéma départemental d'accueil des gens du voyage en Savoie pour la période 2019-2025, approuvé par arrêté préfectoral du 26 décembre 2019 suite à l'avis favorable de la commission consultative départementale des gens du voyage du 16 décembre 2019,

Vu l'arrêté préfectoral DDT/SHC N°2019-1650 du 26 décembre 2019 portant réquisition pour la période 2019-2025,

Vu l'arrêté de l'EPCI GRAND LAC n°82-2020 portant refus de transfert de pouvoirs de police administrative spéciale en matière de stationnement des résidences mobiles des gens du voyage,

Considèrent l'opposition du maire de la commune de Grésy-sur-Aix au transfert de ses pouvoirs de police spéciale en la matière au président de l'EPCI,

Considérant qu'une aire d'accueil permanente des gens du voyage a été aménagée par Grand Lac Communauté d'Agglomération sur le territoire de la commune de Voglans sise route de l'aéroport conformément au schéma départemental d'accueil des gens du voyage sus visé.

Considérant qu'un terrain d'accueil des gens du voyage est aménagé par Aix-les-Bains sur la commune 40 chemin des Massonats, conformément au schéma départemental d'accueil des gens du voyage susvisé,

Considérant que la commune de Grésy-sur-Aix relève, en conséquence de l'article 9 de la loi n°2000-614 du 05/07/2000 susvisée.

ARRETE

Article 1 : Le stationnement des résidences mobiles des gens du voyage est interdit sur l'ensemble du territoire de la commune de Grésy-sur-Aix en dehors des aires d'accueils des gens du voyage aménagées et citées ci-dessus.

Article 2 : Toute installation en violation du présent arrêté sera susceptible de faire l'objet d'une décision préfectorale de mise en demeure de quitter les lieux.

Article 3 : Toute occupation illégale d'un terrain public ou privé pourra donner lieu à des poursuites judiciaires en application de l'article 322-4-1 du code pénal.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Grésy-sur-Aix.

Article 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le service de Police Municipale. Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur le Préfet de la Savoie,
- Brigade de Gendarmerie d'Aix les bains
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique

Fait à Grésy-sur-Aix, le 17 janvier 2024

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 19.01.2024
Notifié à l'intéressé le : 19.01.2024
Certifié exécutoire le : 19.01.2024

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.